

El Watan

-- Archives - 2006 - 2006-06 - 2006-06-21 --

2006-06-21



l'environnement face à
l'homme

**La situation est
alarmante, tentons de
sauver ce qui peut
l'être**

Abdelkader Zighem
mercredi 21 juin 2006

Nul n'est sans savoir que l'environnement assailli de toutes parts se dégrade à un rythme alarmant ! Au quotidien, tous les compartiments de la planète subissent un stress écologique cause de multiples nuisances. Et dire qu'un seuil de nuisance est plus ou moins critique qu'un autre relève d'une conception simpliste et manichéenne des choses ! Tous le sont, car tous sont dangereux, et le seul élément qui les surpasserait reste bien entendu le temps qu'une nuisance par rapport à une autre met à dévaster la santé humaine.

Selon une étude du ministère de l'environnement destinée au grand public sur la pollution industrielle, les rejets liquides d'eaux usées annuellement par nos usines atteignent un volume de 220 millions de mètres cubes, soit le 1/4 de la totalité des eaux usées rejetées vers les milieux récepteurs, autrement dit vers les cours d'eau, les barrages et les nappes souterraines. Leur charge polluante est évaluée à 200 000 tonnes réparties en eau de la demande biologique - DBO5 -, en matières qui restent en suspension - MES - et enfin en matières azotées « N ». Selon la même étude, les déchets solides atteignent, quant à eux, 1,25 million de tonnes provenant des industries de transformation, notamment les industries chimiques, celles des minéraux et des métaux. Seulement, moins de 1% de ces déchets est biodégradable et autant pour les déchets organiques ! Or va donc le reste, c'est-à-dire les déchets miniers, huileux et inorganiques ? Ce qui est sûr en tout cas, une bonne partie contamine les nappes souterraines et particulièrement la nappe phréatique que des agriculteurs, peu soucieux des conséquences sur la santé du consommateur, utilisent pour l'arrosage de leurs champs. Ceux-là entre autres, parce qu'il y a également la vente de l'eau potable dans les régions qui vivent une crise hydrique ! En outre, les forages font rarement l'objet de contrôle d'usage et quand cela arrive, celui qui est signalé au rouge continue de fonctionner au mépris de l'interdiction des services sanitaires ! Comment de ce fait ne pas s'interroger sur les cas de cancers et de leucémies en Algérie ? Faut-il noter que certaines usines utilisent des produits à forte charge nocive comme l'ammoniac, les nitrates et pire encore, le plomb ! La situation est donc peu reluisante en matière de qualité de vie ! Bien que la même étude propose un protocole expérimental dans la prévention et l'utilisation de procédés technologiques à la source, afin de réduire un tant soit peu les effets de la pollution. On en citera l'enfouissement et l'incinération des déchets solides, la purification des eaux résiduaires, et donc leur potentiabilisation et l'installation de filtres réducteurs de fumées nocives et de poussières industrielles rejetées dans l'atmosphère par les usines de ciments et les stations de concassage et, dans une moindre proportion, les engins roulants. En ce qui concerne ces dernières nuisances, l'impact sur l'environnement se traduit par la dégradation de l'air et de l'oxygène, occasionnant des troubles respiratoires doublés de maladies cardiovasculaires. Toujours selon la même étude, un million de tonnes de poussières industrielles sont rejetées dans l'atmosphère par les industries de la chimie, de l'électrolyse de zinc et des mines, sans compter celles qui n'ont pas été encore reportées. Le danger s'amplifie avec la dégradation des sols ! En plus de l'érosion hydrique et le défrichement qui engendre la dénudation des sols, les labours en zones steppiques favorisent la dégradation des sols, le surpâturage agit négativement sur la capacité de charge ovine, le compactage réduit l'infiltration des eaux de surface et empêche ainsi la remontée biologique, l'irrigation excessive entraîne la salinisation des sols ensuite leur stérilisation, enfin, le surdosage des produits phytosanitaires et leur sur-utilisation rendent les sols improductifs. Plus de 50% des nappes artésiennes ont disparu en un siècle et près de 500 000 ha en zone steppique sont touchés par ces phénomènes désertifiants, alors que 7 millions d'hectares de divers degrés de sensibilité en sont menacés ! Soit par elles ou conjuguées, ces causes qui sont naturelles et du fait de

L'homme, conduit fatalement à la paupérisation des populations. Résultat, les agglomérations urbaines reçoivent de plein fouet les retombées de l'exode rural, de surcroît en absence d'une politique de transition entre les deux milieux. Là aussi, la même attitude préconise pour la rétablissement des équilibres, la réhabilitation du savoir-faire ancestral ; l'amélioration des parcours par des plantations d'espèces à haute valeur fourragère ; la mise en œuvre, l'adhésion et la participation de la population de la campagne aux projets de développement rural et enfin l'instauration d'une politique d'assistance en direction de ceux qui souhaiteraient reprendre attache avec la terre. Même le domaine forestier est menacé de dégradation voire de disparition ! La situation montre si besoin l'ampleur du désastre. De 1955 à 1997, 1 million d'hectares de forêts à l'échelle nationale a déjà disparu et le risque d'aggravation de ce phénomène ne persiste encore à moins de mesures d'urgence pour tenter de sauvegarder le patrimoine forestier restant ! A l'origine, il y a la menace climatique - l'érosion et les feux de forêt - et l'impact humain. La mafia du bois pour qui ce marché est juteux et les pilliers qui font des coupes sans songer à préserver la couche génératrice exploitent illicitement les futaies, contribuant ainsi largement au rétrécissement de la surface forestière. On en fait, entre autres, des perches comme pieds droits dans le bâtiment, du bois de chauffage... Le pin d'Alep étant la ressource arboricole principale de nos forêts, il faut 1600 plants à l'hectare pour atteindre un niveau de régénération acceptable, car cet arbre commence à apparaître au bout de 2 années seulement. Les travaux sylvicoles, tel l'élagage, doivent suivre le reboisement impératif des aires d'incendies. Mais il y a pire situation encore, l'eau se raréfie de façon dramatique à cause d'abord d'une demande qui croît exponentiellement, ensuite à cause du gaspillage encore une fois de l'homme ! Selon l'étude déjà citée, 12 milliards de m³/an d'eau de pluies, 5 milliards de m³ d'eaux de surface mobilisable et 7 milliards de m³ d'eaux souterraines constituent les capacités de l'Algérie. Comme seulement 10% des eaux de pluies couvrent les 3/4 de la superficie et que la consommation par habitant qui était en 1998 de 380 m³ - déjà nettement en deçà de la moyenne mondiale, laquelle est supérieure à 1000 m³ - atteindrait en 2003 le seul critique de 260 m³ et que dans le même temps, la population passerait à 45 millions d'âmes, il y a assurément à craindre ce danger imminent ! Le ministère de l'environnement gagnerait donc plus à recadrer ses priorités, allusion faite à son engouement exagéré pour la création de villes au demeurant, qui risquent de connaître la faim et la soif, le tout agrémenté de vents de sable ! Quant aux élus à tous les échelons, surtout les parlementaires grassement rémunérés, autant dire qu'ils vivent désormais un anachronisme certain, la campagne électorale de 2007 !